



Le restaurant Georges (groupe Costes) du Centre Pompidou est occupé par les travailleurs sans-papiers grévistes

Depuis hier midi, plusieurs dizaines de travailleurs sans-papiers grévistes occupent le restaurant Georges (groupe Costes) situé au 6^{ème} étage du Centre Pompidou.

Avec la CGT et près de 4000 autres travailleurs en grève depuis le 12 octobre dans toute la France, ils se battent pour gagner une circulaire nationale de régularisation et l'amélioration de leurs conditions de travail.

Les hommes et les femmes qui vivent et travaillent ici doivent être immédiatement régularisés.

La circulaire nationale de régularisation négociée avec le gouvernement et le ministre de l'immigration doit définir des conditions simples, objectives, améliorées et sécurisées de régularisation.

La circulaire doit garantir l'égalité de traitement de tous les salariés sur l'ensemble du territoire national.

Le groupe Costes comme toute entreprise employant des travailleurs sans-papiers s'inquiète de cette publicité.

Les grévistes du restaurant Georges demandent simplement à leur employeur d'assumer ses responsabilités et d'intervenir auprès des pouvoirs publics pour que toutes les procédures de régularisation aboutissent enfin.

C'est toute la CGT qui s'engage aux côtés des travailleurs sans-papiers. Des centaines d'actions sont conduites simultanément dans de très nombreux départements et en particulier à Paris pour contraindre le gouvernement à changer de politique. Ce mouvement porte avec courage et dignité la question des droits fondamentaux et de la citoyenneté.

La direction du Centre Pompidou a reçu la CGT-Culture, la CGT-Pompidou et la CGT-Paris jusque tard dans la soirée de jeudi. Elle a pris acte de la situation, et tout en s'assurant de la sécurité du bâtiment, des biens et des personnes, elle a pris la décision déterminante pour la suite du mouvement de ne procéder à aucune évacuation.

Nous appelons les agents du Centre Pompidou à soutenir cette lutte. Tous ensemble avec les salariés du Georges. Tous ensemble avec les travailleurs sans-papiers.

Paris, le 23 octobre 2009